



ROUMANIE

**Allocution de
Monsieur Marian SÂRBU
MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA FAMILLE ET DE LA PROTECTION
SOCIALE**

**CONFERENCE DU CONSEIL DE L'EUROPE
DES MINISTRES RESPONSABLES
POUR LA COHESION SOCIALE**

**« INVESTIR DANS LA COHESION SOCIALE -
INVESTIR DANS LA STABILITE ET LE BIEN-ETRE DE LA SOCIETE »**

Moscou, 26 - 27 février 2009

Monsieur le Secrétaire General,

Monsieur le Commissaire,

Chères Collègues,

Mesdames et Messieurs,

Je suis honoré de participer à la première conférence ministérielle du Conseil de l'Europe sur la cohésion sociale et je veux remercier à madame le ministre Tatiana Galikova de nous avoir invité à cet événement et pour l'excellente organisation de cette réunion.

Je veux également féliciter le Conseil de l'Europe pour son initiative de rendre une dimension particulière à la cohésion sociale par le biais de cette conférence ministérielle.

De plus de quinze ans depuis quand la Roumanie fait partie du Conseil de l'Europe, notre pays a bénéficié en plusieurs domaines de la vaste expérience de cette organisation, le Conseil de l'Europe ayant une importance particulière pour modeler la société roumaine actuelle, la démocratie et l'état de droit.

En ce contexte, je voudrais réitérer l'engagement ferme de la Roumanie pour la promotion des valeurs fondamentales et de la mission du Conseil de l'Europe, ainsi que notre disponibilité d'être activement impliqués dans la consolidation de la démocratie et de l'état de droit en d'autres pays. En tant que pays récemment membre de l'Union Européenne, la Roumanie attribue une importance majeure à la coopération entre le Conseil de l'Europe et l'Union Européenne, comme un des piliers de la stabilité démocratique sur notre continent.

Les Conventions du Conseil de l'Europe, ainsi que la jurisprudence ont été des modèles pour l'élaboration des politiques sociales.

Cette année représente pour la Roumanie le jubilé de dix ans de la ratification de la Charte Sociale Européenne révisée. La Roumanie analysera la possibilité d'accroître les obligations assumées par la ratification d'autres articles. La loi de ratification du Code Européen de Sécurité Sociale est, à présent, en débat au Parlement. Ces deux documents juridiques réaffirment ainsi l'engagement de la Roumanie de perfectionner constamment les mécanismes juridiques et institutionnels par rapport aux standards et valeurs européennes. De même, notre pays va continuer des réformes internes de tous les domaines de la vie sociale, au but de d'assurer une protection sociale réelle des citoyens.

Je voudrais mentionner que la semaine dernière le Gouvernement Roumain a adopté la décision d'instituer une pension sociale minimale garantie, justement pour assurer une meilleure cohésion sociale et pour protéger les groupes les plus vulnérables de la population.

Je désire exprimer mon appréciation pour le Rapport du groupe de travail à haut niveau concernant la cohésion sociale du vingt et unième siècle „Vers une Europe active, correcte et socialement cohésive” et les recommandations contenues dans ce rapport. Je veux saluer également la continuation de l'activité de ce groupe, la révision de la Stratégie pour la Cohésion Sociale, ainsi que du Plan d'Action pour la cohésion sociale.

Dans la situation de la crise actuelle dont tous les états se confrontent, la cohésion sociale, comme la capacité d'une société d'assurer la prospérité de tous ses membres, par la réduction des disparités et l'empêchement de la polarisation, devient plus importante que jamais, ainsi comme on affirme dans la Déclaration que nous sommes en train d'adopter à cette Conférence.

Justement dans ce contexte, le dialogue de tous les acteurs impliqués à prendre des mesures, s'avère d'autant plus important.

Parmi les objectifs majeurs du Gouvernement Roumain se trouve le renforcement du dialogue social à tous les niveaux, au but d'augmenter son apport au développement économique et social.

Je voudrais souligner que le paquet des mesures économiques et sociales pour la réduction de l'impact de la crise économique et financière sur l'économie, récemment adopté par le Gouvernement de la Roumanie, est un paquet proposé, discuté et récemment convenu ensemble avec les partenaires sociaux, suite à une activité intense et transparente.

En Roumanie est en fonction un mécanisme national pour la promotion de l'inclusion sociale. La coordination du mécanisme national est assurée par la Commission Nationale pour l'inclusion sociale, qui a parmi les objectifs:

- Identifier les priorités nationales dans le domaine de l'inclusion sociale;
- Etablir le Plan d'action conformément aux priorités nationales identifiées;
- Aviser les rapports du contrôle de l'implémentation des priorités dans le domaine de l'inclusion sociale.

Aux travaux de la Commission Nationale sont invités les partenaires sociaux, les représentants du milieu académique, les représentants des organismes internationales en Roumanie, des organisations non-gouvernementales et des institutions de recherche.

Un principe essentiel du gouvernement est celui de la contribution et de la solidarité concernant la promotion du progrès social. La capacité de la société civile de contribuer au développement social et économique a gagné la reconnaissance pendant les dernières décennies, y compris en Roumanie.

Les fondations et les associations légalement constituées peuvent bénéficier de subventions de la part de l'état. Toutes les initiatives législatives sont soumises au débat public et les organisations non-gouvernementales sont particulièrement consultées en ce qui concerne les actes normatifs du domaine social.

Un objectif majeur du gouvernement est l'amélioration de l'accès au marché du travail des groupes défavorisés, le développement du marché inclusif du travail et le vieillissement actif.

Dans ce contexte, je voudrais vous présenter l'expérience de la Roumanie au sujet des Pactes régionaux pour l'emploi et l'inclusion sociale. Ce sont des accords de partenariat conclus entre les acteurs marquants au niveau régional pour le secteur de l'emploi et de l'inclusion sociale qui jettent les bases d'une structure de partenariats au niveau territorial.

La création de ces Pactes représente une initiative du Ministère du Travail, de la Famille et de la Protection Sociale qui a été lancée dans le cadre de la mise au point des Plans régionaux d'action pour emploi et inclusion sociale.

La création des partenariats régionaux et locaux va soutenir la promotion des politiques régionales d'emploi et inclusion sociale, l'élaboration des plans régionaux étant le résultat d'un processus élargi de consultation de tous les facteurs impliqués dans la lutte contre le chômage et l'exclusion sociale.

Les partenariats pour l'emploi et l'inclusion sociale se sont impliqués activement dans l'élaboration des Plans régionaux, et tenant compte des priorités établies par ces documents, ils élaborent des propositions de projets qui vont être financés des fonds structurels de l'Union Européenne.

Ils incluent aussi les préoccupations de la société civile dans les exercices de planification stratégique par l'intermédiaire de la démocratie participative. De même, les partenariats stimulent une implication plus ample des acteurs locaux ou régionaux dans les projets locaux, ainsi que la responsabilité sociale.

Le fonctionnement de ces partenariats assure la qualification pour financement d'un grand nombre des projets.

Mesdames et Messieurs,

Le dialogue social est très important pendant cette période, pour prendre en considération les points de vue de tous les acteurs impliqués, ainsi que pour assurer l'appui à l'implémentation des mesures prises, en poursuivant en même temps l'objectif de promouvoir une société active et intégrée.

Enfin, j'exprime ma conviction que cette Conférence et cette Déclaration que nous allons adopter, vont représenter un moment de référence pour la cohésion sociale de l'Europe. Les activités qui vont être ensuite déroulées, vont produire des résultats bénéfiques pour chaque citoyen de l'Europe, les en encouragent d'avoir confiance dans les institutions de l'état.

Je vous remercie de votre attention.